



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE SERVICES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION AMIENS METROPOLE
SERVICE DES MUSEES
Hôtel de Ville
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX

MUSEES D'AMIENS – CONCEPTION ET REALISATION DU SITE INTERNET

Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole
Place de l'hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur :

- la conception du site internet (développement et réalisation graphique)
- le développement technique du site internet
- la maintenance du site internet (corrective et évolutive)

1.2 - Etendue de la consultation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre sans minimum et avec un maximum (40 000 € HT), d'une durée de 24 mois est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Il n'est pas prévu une décomposition en lots.

1.3 - Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Ce mode de groupement est imposé au regard des responsabilités portées par le mandataire, dans l'enchaînement des tâches, afin d'assurer, dans les délais impartis la bonne exécution des prestations.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

1.4 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
72000000 - 5	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, Internet et appui
Codes Complémentaires	Description
72130000 - 5	Services de conseil en aménagement de site informatique
72267100 - 0	Maintenance de logiciels de technologies de l'information
72415000 - 2	Services d'hébergement pour l'exploitation de sites

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée - Délais d'exécution

La durée du marché est de 24 mois, à partir de la date de sa notification.

Il comprend des missions forfaitaires, notifiées par ordre de service et réparties en trois phases, avec les délais d'exécution suivants :

- PHASE CONCEPTION : 2 mois
- PHASE DE DEVELOPPEMENT ET MISE EN ŒUVRE : 4 mois
- PHASE DE FORMATION ET TRANSFERT DE COMPETENCE : 1 mois

Chaque phase fera l'objet d'une validation avant notification de l'ordre de service suivant.

Il comprend aussi des prestations unitaires aléatoires, dont les délais d'exécution seront fixés à chaque bon de commande.

2.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

L'attention des candidats est attirée tout particulièrement sur le respect impératif des clauses RGPD.

2.3 - Variantes et Options

La présentation de variantes et d'options n'est pas autorisée.

2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 - Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (R.C.)
- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Forfaitaires et Unitaires / Devis des Quantités Estimatives
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), et ses annexes, dont l'engagement de conformité RGPD et Sécurité (annexe 3), le questionnaire RGPD et SSI (annexe 2) et l'engagement de confidentialité entreprise (annexe 1).

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est disponible gratuitement et uniquement à l'adresse URL suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Il est vivement conseillé au candidat de s'enregistrer nominativement sur le profil acheteur en indiquant une adresse électronique correcte lors du téléchargement du DCE afin qu'il puisse être informé des réponses apportées aux éventuelles demandes de renseignements concernant la consultation ainsi que d'éventuelles modifications apportées au DCE.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A) Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

➤ Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations (extrait Kbis nominatif, procès-verbal de conseil d'administration...)
La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger ;
Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur conformément aux dispositions de l'article R. 2143-3 du code la commande publique n'entrer dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définie aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail (<i>cf attestation du candidat en annexe du présent règlement de consultation à compléter, à dater et à signer</i>) ;

➤ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services
Une présentation de la société (des sociétés en cas de groupement), accompagnée

d'une sélection de références. Les références produites indiqueront les organismes sous la direction desquels ces prestations ont été exécutées, au cours des trois dernières années. Les prestations de services sont prouvées par des descriptions ou photographies des réalisations

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

B) Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à compléter, à dater et à signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
Le Bordereau des Prix Forfaitaires et Unitaires / Devis des Quantités Estimatives à compléter, à dater et à signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
Un mémoire technique (maximum 30 pages) détaillant : MT1) La compréhension du candidat des enjeux identifiés, au regard des objectifs assignés à ce site, afin de juger de la compréhension du cahier des charges, notamment des attentes en matière de positionnement, de navigation et d'ergonomie, et de la qualité de création graphique. MT2) La méthodologie d'approche des principes de conception graphique, d'arborescence, de design, d'ergonomie, d'interfaces, des choix techniques et de l'outil CMS proposés. MT3) La méthodologie de travail du candidat : organisation de travail envisagé, moyens humains et matériels mis en œuvre pour ce projet MT4) Les propositions de gouvernance et d'échanges avec le maître d'ouvrage, de phasage prévisionnel de la démarche de construction, prenant en compte les mécanismes de validation et de recette, les conditions de transfert de compétences, de formation et de la garantie.
L'engagement de conformité RGPD et Sécurité, à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
L'engagement de confidentialité entreprise à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
Le questionnaire RGPD et SSI à compléter à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités techniques

Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Prix	40 %
2 - Pertinence des préconisations pour la réalisation des prestations	50 %
3- Pertinence des mesures organisationnelles et techniques proposées pour respecter les exigences liées au RGPD et à la sécurité des Données Personnelles Ce critère sera jugé sur la base de l'annexe 2 au CCTP « Cadre de réponse RGPD et SSI » complété et remis obligatoirement dans l'offre.	10 %

Méthode de notation du critère Prix (sur 40 points)

A/ Prestation forfaitaire et globale, sur la base du BPF	30 points
B/ Prestation sur la base du total du BPU/DQE	10 points

Le prix de la prestation sera noté de la manière suivante :

Le prix de la prestation forfaitaire et globale, sur la base du total du BPF

$$\text{Note prix 1.1} = (\text{Pmini}/\text{P}) \times 30$$

Le prix de la prestation sur la base du total du BPU/DQE

$$\text{Note prix 1.2} = (\text{Pmini}/\text{P}) \times 10$$

Avec : Pmini: offre ayant le montant le plus faible / P: montant de l'offre étudiée.

$$\text{Note prix 1.1} + \text{Note prix 1.2} = \text{Note prix 1}$$

Méthode de notation du critère Pertinence des préconisations techniques (sur 50 points) :

Il sera évalué au titre de ce critère la pertinence de l'argumentaire technique :

MT1) La compréhension du candidat des enjeux identifiés, au regard des objectifs assignés à ce site, afin de juger de la compréhension du cahier des charges, notamment des attentes en matière de positionnement, de navigation et d'ergonomie, et de la qualité de création graphique.	10 points
MT2) La qualité des principes de conception graphique, d'arborescence, de design, d'ergonomie (Mobile first), d'interfaces, des choix techniques et de l'outil CMS proposés	25 points
MT3) La qualité de la méthodologie de travail du candidat : organisation de travail envisagé, moyens humains et matériels mis en œuvre pour ce projet	5 points
MT4) La qualité des propositions de gouvernance et d'échanges avec le maître d'ouvrage, de phasage prévisionnel de la démarche de construction, prenant en compte les mécanismes de validation et de recette, les conditions de transfert de compétences, de formation et de la garantie.	10 points

Selon les modalités suivantes :

Méthode	Sous-critère sur 5 points	Sous-critère sur 10 points	Sous-critère sur 25 points
Absence d'information	0	0	0
Insuffisante	1.25	2.5	6.25
Moyenne	2.5	5	12.5
Satisfaisante	3.75	7.5	18.75
Très satisfaisante	5	10	25

Méthode de notation critères RGPD :

Le critère Pertinence des mesures organisationnelles et techniques proposées pour respecter les exigences liées au RGPD et à la sécurité des Données Personnelles sera noté selon la méthode indiquée ci-dessous:

Dans ce cadre de réponse, le Candidat mentionne les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour répondre à l'exigence formulée, et la justification de leur complétude. Le Candidat répondra de manière concrète en fonction de la Solution proposée dans le cadre du marché et évitera toute réponse générale.

Le cas échéant, pour une exigence donnée, le candidat devra expliciter ces mesures dans un document annexe, sous réserve d'indiquer précisément vers quelle page(s) de quel(s) document(s) il renvoie. Faute d'une telle précision la réponse sera considérée comme absente pour l'exigence considérée, même si elle figure dans un autre document.

- sur la base du questionnaire RGPD et SSI (annexe 2) joint au dossier de consultation, complété par le candidat sur 10 points :

Ce cadre de réponse porte sur 62 items auxquels les candidats doivent répondre.

La méthode de notation de ce critère est la suivante :

$$N = 10 \times (\text{Somme des notes} / 62)$$

La réponse à chaque item sera notée comme suit sur la base des éléments remis dans le cadre de réponse :

Méthode	Note sur 1 point par question
Absence d'information ou très insuffisant	0
Partiellement Satisfaisant	0,4
Très satisfaisant	0,8
Excellent	1

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de renvoi erroné ou insuffisamment explicité (numéros de page) vers un autre document la réponse concernée sera considérée comme absente ou très insuffisante et recevra donc la note de 0.

Les appréciations ci-dessus étant entendues comme suit :

Absence d'information ou très insuffisant	Absence de documents, pièces ou d'éléments d'information qui sont "utiles" à l'acheteur pour lui permettre d'apprécier la valeur de l'offre au regard d'un critère ou d'un sous-critère Offre qui présente des lacunes techniques et/ou des non qualités et/ou des incohérences, et/ou une mauvaise compréhension du besoin.
Partiellement satisfaisant	Offre présentant des imprécisions et/ou des généralités mais acceptable dans son ensemble avec une ou plusieurs réserves, ou répondant partiellement aux attentes
Très satisfaisant	Offre complète, détaillée, qui présente une bonne analyse du besoin. Elle est adaptée aux exigences du cahier des charges.
Excellent	Offre précise, très détaillée, qui présente une analyse fine du besoin et des responsabilités (au sens RGPD) et dépassant les exigences du cahier des charges (Analyse d'impact, matrice de responsabilité, dossier de sécurité...) sans entraîner de surcoût

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener une phase de négociation avec l'ensemble des candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. La négociation, pourra se faire par écrit ou en présentiel (au choix du maître d'ouvrage). Elle

pourra porter sur chacun des aspects de l'offre, sans que les modalités essentielles de l'offre ou du cahier des charges ne soient modifiées.

Au terme de la négociation, les candidats concernés seront invités à remettre leur offre finale.

Si la négociation a lieu en présentiel, des convocations, accompagnées des éventuelles questions, seront envoyées au moins 5 jours calendaires avant la date de la négociation. La convocation précisera notamment l'heure, le lieu, la durée ainsi que les modalités de déroulement de la négociation. Suite à celle-ci, les candidats seront enfin invités à remettre leur offre finale par courrier accompagné du procès-verbal de la négociation.

Le pouvoir adjudicateur procédera alors à une nouvelle analyse des offres et à un nouveau classement.

En cas de recours à la négociation la date de validité des offres sera de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres après négociation.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100, qui sera obtenue en additionnant la note du critère prix, la note de la valeur technique et la note du critère RGPD.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées sur le BPU / DQE, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.).

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.) ainsi que remis sous un autre mode de transmission que celui imposé, ne seront pas retenus.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Amiens Métropole
Direction du Musée
Place de l'hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le nommage des fichiers ne devra comprendre aucun accent. Il en va de même pour les signes de ponctuation. Les espaces sont à remplacer par des Under scores (tiret du 8 : _).

Les documents sont à fournir séparément et non scannés les uns à la suite des autres (1 document = 1 scan).

Un Vademecum destiné à vous aider lors de la remise de votre offre sur la plateforme est également joint au présent DCE.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

7.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens
Rue Lemerchier
BP 14 CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION :

Objet de la consultation : **Musées d'Amiens – Conception et réalisation du site Internet**

ATTESTATION DU CANDIDAT

IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Je soussigné (nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)	
agissant pour le compte de la société :	
Adresse :	
N° de SIRET :	

DECLARE SUR L'HONNEUR

conformément aux dispositions de l'article R. 2143-3 du code la commande publique n'entrer dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définie aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail

Fait à _____ ,
Le _____

Signature et cachet de la société

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...) ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.